

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

Code géographique : 23072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Manon Lemay, CPA,CA, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2016-05-02

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A122005
Bureau 200
140, Grande Allée Est
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2016-05-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
1 Taxes	44 516 100	45 708 463		45 708 463	35 640 660
2 Compensations tenant lieu de taxes	1 152 400	1 331 209		1 331 209	1 469 826
3 Quotes-parts					
4 Transferts	379 100	441 804		441 804	467 657
5 Services rendus	1 702 803	1 700 253		1 700 253	1 562 090
6 Imposition de droits	1 210 250	1 529 789		1 529 789	2 509 732
7 Amendes et pénalités	93 502	143 977		143 977	115 901
8 Intérêts	61 500	167 303		167 303	250 377
9 Autres revenus	5 000 000	6 067 684		6 067 684	(3 430 950)
10	54 115 655	57 090 482		57 090 482	38 585 293
Investissement					
11 Taxes					
12 Quotes-parts					
13 Transferts	40 000	4 146 309		4 146 309	10 815 176
14 Autres revenus		(237 592)		(237 592)	143 716
15 Contributions des promoteurs		263 268		263 268	1 010 000
16 Autres					
17 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	40 000	4 171 985		4 171 985	11 968 892
18	54 155 655	61 262 467		61 262 467	50 554 185
Charges					
19 Administration générale	29 014 235	28 375 058	274 856	28 649 914	26 930 811
20 Sécurité publique	311 121	228 370		228 370	240 884
21 Transport	3 979 730	2 764 414	3 224 797	5 989 211	6 812 780
22 Hygiène du milieu	2 212 747	1 711 499	1 604 012	3 315 511	3 651 735
23 Santé et bien-être	358 725	234 602	87 254	321 856	381 060
24 Aménagement, urbanisme et développement	1 389 903	915 219	45 058	960 277	931 733
25 Loisirs et culture	8 381 608	6 250 017	1 435 261	7 685 278	8 143 536
26 Réseau d'électricité	3 557 500	3 720 436		3 720 436	2 924 516
27 Frais de financement	6 500 200	6 671 238	(6 671 238)		
28 Amortissement des immobilisations	55 705 769	50 870 853		50 870 853	50 017 055
29	(1 550 114)	10 391 614		10 391 614	537 130
30 Excédent (déficit) de l'exercice					

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 550 114)	10 391 614	537 130
Moins: revenus d'investissement	2 (	40 000)	4 171 985)	11 968 892)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 590 114)	6 219 629	(11 431 762)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	6 500 200	6 671 238	6 619 176
Produit de cession	5		96 339	2 900 000
(Gain) perte sur cession	6		(63 656)	3 469 709
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	6 500 200	6 703 921	12 988 885
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		137 266	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		137 266	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	175 000	130 122	788 516
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 740 086)	5 613 917)	4 378 179)
	18	(4 565 086)	(5 483 795)	(3 589 663)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	90 000)	2 099 580)	860 348)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			800 000
Excédent de fonctionnement affecté	21		(455 000)	
Réserves financières et fonds réservés	22	(255 000)	595 745	(230 370)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		235 647	(388 375)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(345 000)	(1 723 188)	(679 093)
	26	1 590 114	(365 796)	8 720 129
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		5 853 833	(2 711 633)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	40 000	4 171 985	11 968 892
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	293 000)	(205 170)	(181 215)
Sécurité publique	3 ()	())
Transport	4 (	4 680 630)	(3 033 158)	(6 188 629)
Hygiène du milieu	5 (	960 000)	(1 211 085)	(1 040 386)
Santé et bien-être	6 (	)	( 14 062)	(478 423)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	( 2 543))
Loisirs et culture	8 (	16 010 985)	(9 019 270)	(21 330 287)
Réseau d'électricité	9 ()	())
	10 (	21 944 615)	(13 485 288)	(29 218 940)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	( 460 037)	(26 949)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()	())
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		38 393 378	19 755 217
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	90 000	2 099 580	860 348
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			(24 151)
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			251 586
	18	90 000	2 099 580	1 087 783
	19	(21 854 615)	26 547 633	(8 402 889)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(21 814 615)	30 719 618	3 566 003

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	8 376 904	7 399 968	7 498 207
Charges sociales	2	1 675 383	1 393 601	1 469 197
Biens et services	3	9 941 996	6 789 193	7 472 776
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	2 179 500	2 176 359	1 766 012
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	120 000	173 483	98 284
D'autres tiers	7	333 000	273 846	243 651
Autres frais de financement	8	925 000	1 096 748	816 569
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	25 159 936	24 205 520	23 100 698
Autres	10			
Autres organismes	11	405 650	176 091	480 208
Amortissement des immobilisations	12	6 500 200	6 671 238	6 619 176
Autres				
-	13	88 200	514 806	452 277
-	14			
-	15			
	16	55 705 769	50 870 853	50 017 055

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	44 516 100	45 708 463	35 640 660
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 152 400	1 331 209	1 469 826
Quotes-parts	3			
Transferts	4	419 100	4 588 113	11 282 833
Services rendus	5	1 702 803	1 700 253	1 562 090
Imposition de droits	6	1 210 250	1 529 789	2 509 732
Amendes et pénalités	7	93 502	143 977	115 901
Intérêts	8	61 500	167 303	250 377
Autres revenus	9	5 000 000	6 093 360	(2 277 234)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	54 155 655	61 262 467	50 554 185
Charges				
Administration générale	12	29 250 235	28 649 914	26 930 811
Sécurité publique	13	311 121	228 370	240 884
Transport	14	7 204 730	5 989 211	6 812 780
Hygiène du milieu	15	3 778 747	3 315 511	3 651 735
Santé et bien-être	16	443 725	321 856	381 060
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 393 103	960 277	931 733
Loisirs et culture	18	9 766 608	7 685 278	8 143 536
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	3 557 500	3 720 436	2 924 516
	21	55 705 769	50 870 853	50 017 055
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(1 550 114)	10 391 614	537 130
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		56 197 313	55 977 491
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			(317 308)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		56 197 313	55 660 183
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		66 588 927	56 197 313

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 550 114)	10 391 614	537 130
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	21 944 615 ) (	13 485 288 ) (	29 218 940)
Produit de cession	3		96 339	2 900 000
Amortissement	4	6 500 200	6 671 238	6 619 176
(Gain) perte sur cession	5		(63 656)	3 469 709
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(15 444 415)	(6 781 367)	(16 230 055)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(322 771)	(26 950)
Variation des stocks de fournitures	9		(63 764)	(60 526)
Variation des autres actifs non financiers	10		(7 259)	(26 074)
	11		(393 794)	(113 550)
	12	(16 994 529)	3 216 453	(15 806 475)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(16 994 529)	3 216 453	(15 806 475)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(101 963 336)	(85 839 553)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(317 308)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(101 963 336)	(86 156 861)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(98 746 883)	(101 963 336)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	602 918	667 620
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	33 138 697	36 077 945
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	33 741 615	36 745 565
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	10 885 282	55 296 644
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	11 271 216	12 404 091
Revenus reportés (note 12)	13	547 689	367 243
Dette à long terme (note 13)	14	109 784 311	70 640 923
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	132 488 498	138 708 901
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(98 746 883)	(101 963 336)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	163 193 024	156 411 657
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 668 874	1 346 103
Stocks de fournitures	20	364 429	300 665
Autres actifs non financiers (note 17)	21	109 483	102 224
	22	165 335 810	158 160 649
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	66 588 927	56 197 313

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 391 614	537 130
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 671 238	6 619 176
Autres			
- Gain sur cession immobilisat.	3	(63 657)	3 469 709
- Ajust. fins de parcs et subven	4		626 771
	5	16 999 195	11 252 786
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 939 248	(9 875 679)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 132 875)	31 988
Revenus reportés	9	180 446	(807 318)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(322 771)	(26 950)
Stocks de fournitures	12	(63 764)	(60 526)
Autres actifs non financiers	13	(7 259)	(26 074)
	14	18 592 220	488 227
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(13 485 288)	(29 218 940)
Produit de cession	16	96 340	2 900 000
	17	(13 388 948)	(26 318 940)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		831 573
	23		831 573
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	45 497 100	25 060 500
Remboursement de la dette à long terme	25	(5 738 968)	(5 978 312)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(44 411 362)	7 350 029
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(614 744)	(256 202)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(5 267 974)	26 176 015
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	31	(64 702)	1 176 875
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	32	667 620	(509 255)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	33	602 918	667 620

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été reconstituée le 1er janvier 2006 suite au décret 962-2005 prévoyant la reconstitution de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisation

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Amortissement:

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Taux

Infrastructures	de 2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	de 2,5 % à 10,00 %
Véhicules	de 5,0 % à 10,00 %
Ameublement et équipement de bureau	de 5,0 % à 20,00 %
Machinerie, outillage et équipement	de 5,0 % à 10,00 %

Réduction de valeur:

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Immobilisation en cours :

Ce poste comprend les dépenses en immobilisations effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisations qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets. Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les crédateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables**Passif au titre des sites contaminés**

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260, « Passif au titre des sites contaminés ».

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

L'adoption de cette nouvelle norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Ville au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	602 918	667 620
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	3 009 251	3 038 785
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	27 100 671	24 161 447
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	307 821	1 459 299
Organismes municipaux	8	802 889	1 322 358
Autres			
- Droits de mutation et autres	9	1 565 073	5 679 427
- Intérêts courus à recevoir	10	352 992	416 629
	11	33 138 697	36 077 945
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	11 070 817	3 695 868
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	11 070 817	3 695 868
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	880 896	438 875
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()
	27	()
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	241 771
Autres régimes (REER et autres)	31	173 555
Régimes de retraite des élus municipaux	32	3 233
	33	418 559
		242 398
		185 116
		13 239
		440 753

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
La Ville dispose d'emprunts bancaires, d'un montant total de 69 570 664\$ portant intérêt au taux préférentiel et échéant en juin 2021 et 2025 dont un montant de 10 885 282 \$ est utilisé au 31 décembre 2015. De ces emprunts autorisés, une somme de 12 000 000 \$ constitue une marge de crédit pour les opérations courantes dont un montant de 0 \$ est utilisé au 31 décembre 2015.		

11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	6 905 637	7 241 022
Salaires et avantages sociaux	38	1 125 989	1 392 131
Dépôts et retenues de garantie	39	489 704	1 170 219
Provision pour contestations d'évaluation	40	47 332	28 002
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Acomptes vente terrains	43	23 015	132 957
- Organismes municipaux	44	1 744 964	1 811 744
- Intérêts courus à payer	45	934 575	628 016
-	46		
-	47		
	48	11 271 216	12 404 091

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	92 020	82 698
Transferts	50		
Autres			
- Autres recettes reportées	51	339 510	186 591
- Fins de parcs	52	116 159	97 954
	53	547 689	367 243

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

					2015	2014
13. Dette à long terme						
	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,47	3,57	2016	2020	54	111 021 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					55	
Gains (pertes) de change reportés					56	
					57	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58	64 358
Organismes municipaux	0,95	5,40	2017	2018	59	125 000
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60	
Autres					61	
					62	111 210 858
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(1 426 547) (811 803)
					64	109 784 311
						70 640 923

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2016	65	73	6 325 230	81	90	98	6 325 230
2017	66	74	6 179 628	82	91	99	6 179 628
2018	67	75	6 294 200	83	92	100	6 294 200
2019	68	76	5 972 800	84	93	101	5 972 800
2020	69	77	5 172 800	85	94	102	5 172 800
2021 et +	70	78	81 266 200	86	95	103	81 266 200
	71	79	111 210 858	87	96	104	111 210 858
Intérêts et frais accessoires				88		105	
	72	80	111 210 858	89	97	106	111 210 858

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(98 746 883)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(98 746 883)
		(101 963 336)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	22 651 414	139	1 003 819	166		193	23 655 233
Eaux usées	112	26 592 479	140	58 998	167		194	26 651 477
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	50 001 309	141	76 568	168		195	50 077 877
Autres	114	19 900 722	142	2 786 224	169		196	22 686 946
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	30 714 463	144	30 271 563	171		198	60 986 026
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	2 639 240	146	(245 037)	173	286 906	200	2 107 297
Ameublement et équipement de bureau	119	1 941 252	147	278 006	174		201	2 219 258
Machinerie, outillage et équipement divers	120	5 936 281	148	517 169	175	43 726	202	6 409 724
Terrains	121	5 572 010	149		176		203	5 572 010
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>165 949 170</u>	151	<u>34 747 310</u>	178	<u>330 632</u>	205	<u>200 365 848</u>
Immobilisations en cours	124	<u>22 042 347</u>	152	<u>(21 262 022)</u>	179		206	<u>780 325</u>
	125	<u>187 991 517</u>	153	<u>13 485 288</u>	180	<u>330 632</u>	207	<u>201 146 173</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	3 485 312	154	675 788	181		208	4 161 100
Eaux usées	127	4 438 867	155	855 189	182		209	5 294 056
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	12 033 991	156	2 276 785	183		210	14 310 776
Autres	129	4 483 254	157	892 576	184		211	5 375 830
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	4 047 914	159	1 265 456	186		213	5 313 370
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	998 384	161	177 023	188	282 804	215	892 603
Ameublement et équipement de bureau	134	765 662	162	213 105	189		216	978 767
Machinerie, outillage et équipement divers	135	1 326 476	163	315 316	190	15 145	217	1 626 647
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>31 579 860</u>	165	<u>6 671 238</u>	192	<u>297 949</u>	219	<u>37 953 149</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>156 411 657</u>					220	<u>163 193 024</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223						230	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232	1 215 372	892 601
Autres	233	453 502	453 502
	234	1 668 874	1 346 103
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	1 668 874	1 346 103

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	33 350	15 264
Frais reportés			
- Dépenses reportées	238	76 133	86 960
-	239		
	240	109 483	102 224

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 4 030 301 \$. Pour honorer ces engagements, la Ville devrait prévoir, pour les prochains exercices, les sommes suivantes :

2016	2 528 897 \$
2017	1 072 792 \$
2018	420 690 \$
2019	6 847 \$
2020	1 075 \$

	Échéance des contrats	Solde de l'engagement au 31-12-2015
Location de photocopieurs	2016	18 907 \$
Contrat nettoyage puisards	2016	14 608 \$
Contrat matériaux abrasifs	2016	244 079 \$
Contrat matières résiduelles	2017	881 694 \$
Vidanges fosses septiques	2018	143 580 \$
Assurances collectives	2018	830 415 \$
Location stade de soccer	2017	229 950 \$
Contrat lignes téléphoniques	2020	31 798 \$
Contrat de déneigement	2018	232 537 \$
Contrat Journal municipal	2016	43 028 \$
Déneigement patinoires	2017	135 210 \$
Contrat piscines	2018	150 105 \$
Fourniture logiciels	2016	200 142 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Travaux de marquage	2017	127 459 \$
Honoraires auditeurs	2017	82 782 \$
Accompagnement certification	2017	34 000 \$
Honoraires plan urbanisme	2017	107 550 \$
Remplacement équipement	2016	272 690 \$
Fourniture oeuvre d'art	2016	174 767 \$
Gestion offre de services Loisirs	2016	75 000 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville se porte caution en faveur d'un organisme à but non lucratif pour un montant de 2 600 000 \$ pour la construction d'un stade de soccer intérieur.

b) Auto-assurance

La Ville a établi un programme d'auto-assurance dans le cadre d'un plan de versement pour indemnité de salaire, pour une période de vingt-sept semaines. Les dix-sept premières semaines font l'objet d'un partenariat avec le programme de prestations supplémentaires d'assurance-emploi.

c) Poursuites

La Ville a fait l'objet de poursuites et une provision de 83 618 \$ a été comptabilisée au rapport financier au 31 décembre 2015 concernant des litiges pour des travaux divers. De plus, au 31 décembre 2015, les réclamations pendantes non provisionnées contre la Ville s'élèvent à 1 416 584 \$. La Ville conteste le bien-fondé de ces réclamations pour lesquelles elle n'a inscrit aux livres aucun montant.

d) Autres

Protection de l'environnement

Les activités de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de la direction, la Ville est exploitée en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

En vertu du chapitre SP 2120, le fonds parcs, terrains de jeux ou espaces verts est dorénavant présenté en tant que revenus reportés. Cette modification comptable a été traitée comme une correction d'erreur et s'applique rétroactivement en retraitant les exercices antérieurs.

	Augmentation (Diminution)
État de la situation financière	
Dette nette	97 954 \$
Excédent (déficit) accumulé	(97 954 \$)
Revenus reportés	97 954 \$
État des résultats	
Autres revenus - Autres	260 000 \$
Autres revenus	(40 646 \$)
Excédent de l'exercice	219 354 \$
Excédent accumulé au début de l'exercice 2014	(317 308 \$)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice 2014	(97 954 \$)

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 602 918	242 667 620
Découvert bancaire	243 ()	244 ()
Placements temporaires	245	246
<i>Ajouter</i>		
-	247	
-	248	
-	249	
-	250	
-	251	
-	252	
-	253	
<i>Déduire</i>		
-	248 ()	249 ()
-	249 ()	250 ()
-	250 ()	251 ()
-	251 ()	252 ()
-	252 ()	253 ()
-	253 ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 602 918	255 667 620
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	256 234 500	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	259

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	262
Autres charges	263
	264
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266
Placements de portefeuille	267
Débiteurs	268
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269
Provision pour moins-value	270 () ()
	271
	272

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273
Revenus reportés	274
Dette à long terme	275
	276

Solde du Fonds local d'investissement	277
--	------------

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	285

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	288
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	291

Excédent (déficit) de l'exercice 292

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()
	298		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	303

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	306

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	309

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26 Frais quote-part d'agglomération

Au cours des années 2008 à 2015, la Ville a versé un montant de 144 954 644 \$ pour des frais de quotes-parts d'agglomération incluant un montant pour des intérêts allégués. La Ville en a fait le paiement sans préjudice, ni admission de sa part quant au bien-fondé de la réclamation de la Ville de Québec. Une somme de 28 958 989 \$ est actuellement réclamée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures devant la Cour supérieure du Québec pour les années 2008 à 2015.

27 Éventualités

La Direction générale de la Ville et le ministère procèdent depuis mars 2015 à une enquête interne des procédures administratives et financières de la Ville. Selon l'évolution actuelle de l'enquête interne, des irrégularités et des illégalités ont été soulevées et celles-ci seraient susceptibles d'avoir des incidences sur la situation financière de la Ville. À la date de mise au point définitive des états financiers, il n'était pas possible de déterminer l'issue de ces enquêtes ni la probabilité qu'il en résulte une incidence sur les états financiers de la Ville.

28 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 2 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 177 605	(2 676 228)
Excédent de fonctionnement affecté	2	455 000	
Réserves financières et fonds réservés	3	1 312 351	1 011 800
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	562 401 ) (	326 754)
Financement des investissements en cours	5	(1 989 085)	(31 812 407)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	64 195 457	90 000 902
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	66 588 927	56 197 313
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 177 605	(2 676 228)
Organismes contrôlés	10		
	11	3 177 605	(2 676 228)
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Vente terrains parc industriel	12	455 000	
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	455 000	
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	455 000	
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	818 427	526 448
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soiées disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	493 924	485 352
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
-	41		
-	42		
-	43		
-	44		
	45	1 312 351	1 011 800
	46	1 312 351	1 011 800

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres		
-	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (562 401) (326 754)	(326 754)
	64 (562 401) (326 754)	(326 754)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 3 711 866	3 072 002
Investissements à financer	66 (5 700 951) (34 884 409)	(34 884 409)
	67 (1 989 085)	(31 812 407)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 163 193 024	156 411 657
Propriétés destinées à la revente	69 1 668 874	1 346 103
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 164 861 898	157 757 760
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 109 784 311	70 640 923
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 1 426 547	811 803
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (11 070 817) (3 695 868)	(3 695 868)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 100 140 041	67 756 858
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 526 400	
	81 100 666 441	67 756 858
	82 64 195 457	90 000 902

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
-	54		
-	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	(_____)	(_____)
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

Lors de la défusion le 1er janvier 2006, des employés de la Ville de Québec ont été transférés à la nouvelle Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. L'obligation du nouvel employeur était de conférer des avantages sociaux équivalents aux employés transférés.

Au courant de l'année 2007, un régime de retraite à cotisations déterminées simplifié a été instauré pour certaines catégories d'emplois (manuels, brigadiers scolaires et surveillants). Le 1er mars 2009, un nouveau régime de retraite pour le groupe des fonctionnaires est créé. Le taux de l'employé et l'employeur est de 7 %. La Ville doit continuer à cotiser au régime de retraite de la Ville de Québec pour un employé cadre selon les exigences du décret de défusion.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Description des régimes et autres renseignements

Pour l'année 2015, les sommes versées par l'employeur représentent 0 \$ et pour 2014 une somme de 7 011 \$. Ces montants sont inclus dans les chiffres présentés plus bas.

La Ville a transféré le régime de retraite simplifié pour la catégorie des employés surveillants et brigadiers scolaires au cours de l'année 2015 dans un régime volontaire d'épargne-retraite.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>241 771</u>	<u>242 398</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville a instauré un REER individuel et un REER collectif pour ses employés cadres.

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	173 555	185 116

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96		1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM 97	960	3 928
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	3 233	13 239
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	3 233	13 239
	3 233	13 239

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale

Dette à long terme	1	111 210 858
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	5 700 951
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	526 400
---------------------------------	---	---------

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	948 924
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	11 070 817
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	3 711 866
--	----	-----------

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	101 706 602
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
--	-----------	--

Endettement net à long terme	16	101 706 602
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	56 730
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	101 763 332
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	30 268 702
---	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	132 032 034
---	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	39 546 000	40 628 527	31 308 059
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	22 004	22 702	13 845
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	39 568 004	40 651 229	31 321 904
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	993 900	1 060 362	691 495
Égout	11	939 600	997 352	629 294
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	2 229 000	2 231 005	2 295 562
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	785 596	768 515	702 405
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	4 948 096	5 057 234	4 318 756
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	4 948 096	5 057 234	4 318 756
	26	44 516 100	45 708 463	35 640 660

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27	33 135	26 343
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31	33 135	26 343
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	40 000	16 119
Cégeps et universités	33	501 700	786 004
Écoles primaires et secondaires	34	574 100	414 553
	35	1 115 800	1 216 676
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	1 115 800	1 249 811
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	36 600	81 398
	50	36 600	81 398
	51	1 152 400	1 331 209
			1 469 826

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	10 000	17 877
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59	4 220	4 690
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	30 538	53 683
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	18 989	32 647
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79	60 000	43 204
Sécurité du revenu	80		39 183
Autres	81	27 606	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	1 000	1 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	73 100	60 153
Autres	88	35 000	18 000
Réseau d'électricité	89		
	90	179 100	245 198
		245 198	261 384

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	23 521	558 064
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		34 292
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		(78 124)
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	8 572	123 200
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115	40 000	
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		67 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	4 114 216	10 077 744
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		33 000
Réseau d'électricité	128		
	129	4 146 309	10 815 176

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	200 000	196 606	206 273
	138	200 000	196 606	206 273
TOTAL DES TRANSFERTS	139	419 100	4 588 113	11 282 833

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		13 636
Enlèvement de la neige	150		(60 000)
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		(46 364)
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Traitement des eaux usées	156		
Réseaux d'égout	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables	159		
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	60 000	31 976
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	60 000	31 976
Réseau d'électricité	180		
	181	60 000	5 323

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	31 500	15 959	16 477
Sécurité publique	183		3 849	(33 621)
Transport				
Réseau routier	184	175 300	237 438	217 744
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	108 000	287 390	184 865
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	117 201	236 394	146 325
Loisirs et culture	193	1 210 802	887 247	1 024 977
Réseau d'électricité	194			
	195	1 642 803	1 668 277	1 556 767
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 702 803	1 700 253	1 562 090
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	94 000	94 341	200 112
Droits de mutation immobilière	198	1 116 250	1 435 448	2 309 620
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	1 210 250	1 529 789	2 509 732
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	93 502	143 977	115 901
INTÉRÊTS	203	61 500	167 303	250 377
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		63 656	(3 469 709)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	5 000 000	5 985 991	16 615
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		(237 592)	143 716
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211		281 305	1 032 144
	212	5 000 000	6 093 360	(2 277 234)

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	330 743	336 679	336 679	371 168
Application de la loi	2	285 881	434 666	434 666	223 174
Gestion financière et administrative	3	27 119 070	25 844 776	274 856	24 970 783
Greffe	4	548 786	691 553	691 553	411 244
Évaluation	5	114 504	109 598	109 598	107 107
Gestion du personnel	6	615 251	456 364	456 364	408 460
Autres	7		501 422	501 422	438 875
	8	29 014 235	28 375 058	274 856	26 930 811
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	11 500	2 207	2 207	1 622
Sécurité incendie	10	1 500	2 207	2 207	1 622
Sécurité civile	11	61 284	25 191	25 191	38 282
Autres	12	236 837	198 765	198 765	199 358
	13	311 121	228 370	228 370	240 884
TRANSPORT					
Réseau routier	14	1 785 125	1 223 064	2 981 925	4 370 971
Voie municipale	15	1 699 854	1 163 911	242 872	1 932 640
Enlèvement de la neige	16	253 358	252 157	252 157	229 057
Éclairage des rues	17	241 393	125 282	125 282	280 112
Circulation et stationnement	18				
Transport collectif	19				
Transport en commun	20				
Transport aérien	21				
Transport par eau	22				
Autres		3 979 730	2 764 414	3 224 797	6 812 780

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24	804 612	551 891	707 966	1 259 857
Traitement des eaux usées	25			54 280	54 280
Réseaux d'égout	26	528 503	380 727	805 515	1 186 242
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	27	423 720	391 818		391 818
Collecte et transport	28				
Élimination					
Matières recyclables					
Collecte sélective	29	279 237	256 504	36 251	292 755
Collecte et transport	30				
Tri et conditionnement					
Matières organiques	31				
Collecte et transport	32				
Traitement	33				
Matériaux secs	34				
Autres	35				
Plan de gestion	36				
Autres	37	64 786	40 337		40 337
Cours d'eau	38	111 889	90 222		90 222
Protection de l'environnement	39				
Autres	40	2 212 747	1 711 499	1 604 012	3 315 511
					3 651 735
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	65 215	48 180		48 180
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	293 510	186 422	87 254	273 676
	44	358 725	234 602	87 254	321 856
					338 150
					381 060
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 008 229	636 552	7 953	644 505
Rénovation urbaine	46				
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48	381 674	278 667	37 105	315 772
Promotion et développement économique	49				
Industries et commerces	50				
Tourisme	51				
Autres	52	1 389 903	915 219	45 058	960 277
Autres					931 733

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
53	2 762 350	2 285 729	1 089 517	3 375 246	3 663 297
54	1 487 725	1 008 885		1 008 885	956 922
55	798 012	504 204		504 204	187 291
56	1 619 789	1 119 535	182 427	1 301 962	1 524 446
57					
58					
59					
60	6 667 876	4 918 353	1 271 944	6 190 297	6 331 956
Activités culturelles					
61					
62	1 103 946	1 017 600	77 807	1 095 407	994 119
63	481 667	275 749	85 510	361 259	631 385
64					
65	128 119	38 315		38 315	186 076
66	1 713 732	1 331 664	163 317	1 494 981	1 811 580
67	8 381 608	6 250 017	1 435 261	7 685 278	8 143 536
68					
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
69	2 632 500	2 623 688		2 623 688	2 107 947
70					
71					
72	925 000	1 096 748		1 096 748	816 569
73	3 557 500	3 720 436		3 720 436	2 924 516
74	6 500 200	6 671 238	(6 671 238)		
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A122005
Bureau 200
140, Grande Allée Est
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2016-05-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>45 755 795</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	47 332
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>45 708 463</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	45 708 463
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	47 332
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>45 755 795</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	35 382
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 460 661
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>12 496 043</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>33 259 752</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>2 736 886 011</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>2 752 643 511</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 744 764 761</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>33 259 752</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 744 764 761</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	[1] , [2 | 1 | 1 | 8] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATEGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	542 500	1 079 118	(18 225)
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	417 500	124 733	1 032 824
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 780 000	248 949	5 562 671
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	200 000		
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	872 500	78 325	148 645
Autres infrastructures	11	1 145 000	2 707 899	302 169
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	560 055		84 441
Édifices communautaires et récréatifs	14	14 578 430	8 730 528	21 226 439
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	232 500		146 471
Ameublement et équipement de bureau	18	293 000	243 605	338 252
Machinerie, outillage et équipement divers	19	323 130	272 131	327 869
Terrains	20			67 384
Autres	21			
	22	21 944 615	13 485 288	29 218 940

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		1 071 882	
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		97 237	
Autres infrastructures	27		2 850 061	3 156 664
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		7 236	(18 225)
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		27 496	1 032 824
Autres infrastructures	32		185 112	2 856 821
Autres immobilisations	33		9 246 264	22 190 856
	34		13 485 288	29 218 940

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	70 525 500	45 181 500	4 685 500	111 021 500
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	118 733		54 375	64 358
Organismes municipaux	4	808 493		683 493	125 000
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	71 452 726	45 181 500	5 423 368	111 210 858
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	485 352	463 572		948 924
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	7 484 378	1 501 744	581 592	8 404 530
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	59 552 628	35 841 235	4 080 876	91 312 987
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	67 522 358	37 806 551	4 662 468	100 666 441
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 695 868	7 374 949		11 070 817
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	3 695 868	7 374 949		11 070 817
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	3 695 868	7 374 949		11 070 817
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 695 868	7 374 949		11 070 817
	26	71 218 226	45 181 500	4 662 468	111 737 258
Dettes en cours de refinancement	27	(234 500)		760 900	(526 400)
Reclassement / Redressement	28				
	29	71 452 726	45 181 500	5 423 368	111 210 858

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	25 159 936	24 205 520	23 100 698
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	25 159 936	24 205 520	23 100 698

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale					
1 Cadres et contremaîtres	28,00	35,00	1 868 286	434 830	2 303 116
2 Professionnels	8,20	35,00	712 697	116 879	829 576
3 Cois blancs	55,40	35,00	2 391 143	347 906	2 739 049
4 Cois bleus	67,40	40,00	2 305 230	477 218	2 782 448
5 Policiers					
6 Pompiers					
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)					
8	159,00		7 277 356	1 376 833	8 654 189
9	7,00		214 954	27 944	242 898
10	166,00		7 492 310	1 404 777	8 897 087

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Gouvernement du Québec		MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			Gouvernement du Canada
11 Transport en commun				
Eau et égout				
12 Approvisionnement et traitement de l'eau potable	30 538			30 538
13 Réseau de distribution de l'eau potable				
14 Traitement des eaux usées	18 989	8 572		27 561
15 Réseaux d'égout	392 277	4 137 737		4 530 014
16 Autres	441 804	4 146 309		4 588 113
17				

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	Charges avant amortissement		Amortissement des immo-bilisations		Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	=	=				
Administration générale								
1	434 666	27	53	434 666	79	105	434 666	131
2	109 598	28	54	109 598	80	106	109 598	132
3	27 830 794	29	55	274 856	81	107	28 089 691	133
4	28 375 058	30	56	274 856	82	108	28 633 955	134
Sécurité publique								
5	2 207	31	57	2 207	83	109	(1 642)	135
6	2 207	32	58	2 207	84	110	2 207	136
7	25 191	33	59	25 191	85	111	25 191	137
8	198 765	34	60	198 765	86	112	198 765	138
9	228 370	35	61	228 370	87	113	224 521	139
Transport								
Réseau routier								
10	1 223 064	36	62	2 981 925	88	114	4 179 982	140
11	1 163 911	37	63	242 872	89	115	1 194 352	141
12	377 439	38	64	377 439	90	116	377 439	142
13		39	65		91	117		143
14		40	66		92	118		144
15	2 764 414	41	67	3 224 797	93	119	5 751 773	145
Hygiène du milieu								
Eau et égout								
Approvisionnement et traitement de l'eau potable								
16		42	68		94	120		146
17	551 881	43	69	707 966	95	121	1 122 769	147
18		44	70	54 280	96	122	54 280	148
19	380 727	45	71	805 515	97	123	1 035 940	149
Matières résiduelles								
20	391 818	46	72	391 818	98	124	391 818	150
21	256 504	47	73	36 251	99	125	292 755	151
22		48	74		100	126		152
23	40 337	49	75	40 337	101	127	40 337	153
24	90 222	50	76	90 222	102	128	90 222	154
25		51	77		103	128		155
26	1 711 499	52	78	1 604 012	104	130	3 028 121	156
Total								
				3 315 511			3 028 121	1 484 826

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Charges avant amortissement	Amortissement des immobilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=	=	
Santé et bien-être						
Logement social	157 48 180 172	187 48 180 202	217 48 180	232		
Sécurité du revenu	158 173	168 203	218	233		
Autres	159 186 422 174	189 273 676 204	219 273 676	234		
	160 234 602 175	190 321 856 205	220 321 856	235		
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	161 636 552 176	191 7 953 206	221 53 115	236 94 872		
Rénovation urbaine	162 177	192 207	222	237		
Promotion et développement économique	163 278 667 178	193 37 105 208	223 183 278	238 132 494		
Autres	164 179	194 209	224	239		
	165 915 219 180	195 45 058 210	225 236 393	240 723 884		
Loisirs et culture						
Activités récréatives	166 4 918 353 181	188 1 271 944 211	226 907 331	241 5 282 966		
Activités culturelles	167 1 017 600 182	197 77 807 212	227 11 893	242 147 329		
Bibliothèques	168 314 064 185	198 85 510 213	228 399 574	243 399 574		
Autres	169 6 250 017 184	199 1 435 261 214	229 919 224	244 6 766 054		
	170 185	200 215	230	245		
Réseau d'électricité						
	171 40 479 179 186	201 6 671 238 216	231 1 700 253	246 3 720 436		

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015***Non audité*

		2015	2014
Rémunération	1	92 342	376 394
Charges sociales	2	11 176	57 284
Biens et services	3	12 948 597	28 142 817
Frais de financement	4	433 173	642 445
Autres	5		
	6	13 485 288	29 218 940

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Solde au début de l'exercice	1 (2 676 228)	811 254
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	
Solde redressé au début de l'exercice	3 (2 676 228)	811 254
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4 5 853 833	(2 711 633)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	5	(800 000)
Activités d'investissement	6	24 151
Excédent de fonctionnement affecté	7	
Réserves financières et fonds réservés	8	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9	
Financement des investissements en cours	10	
	11 5 853 833	(3 487 482)
Solde à la fin de l'exercice	12 3 177 605	(2 676 228)
Excédent de fonctionnement affecté		
Solde au début de l'exercice	13	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	
Solde redressé au début de l'exercice	15	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	16 455 000	
Activités d'investissement	17	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	
Financement des investissements en cours	19	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	
	21 455 000	
Solde à la fin de l'exercice	22 455 000	
Réserves financières et fonds réservés		
Solde au début de l'exercice	23 1 011 800	864 972
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(317 308)
Solde redressé au début de l'exercice	25 1 011 800	547 664
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	26 (595 745)	230 370
Activités d'investissement	27	(251 586)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	
Financement des investissements en cours	29 896 296	485 352
	30 300 551	464 136
Solde à la fin de l'exercice	31 1 312 351	1 011 800

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**2015****2014****Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

		2015	2014
Solde au début de l'exercice	32	(326 754)	(715 124)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(326 754)	(715 124)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39	()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	41	()	()
Utilisation du fonds de roulement	42	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	()	()
Autres	44	()	()
	45	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	()	()
Autre financement	47	()	()
	48	()	()
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	(235 647)	388 370
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50		
	51	(235 647)	388 370
Solde à la fin de l'exercice	52	(562 401)	(326 754)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	53	(31 812 407)	(34 893 058)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54		
Solde redressé au début de l'exercice	55	(31 812 407)	(34 893 058)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	30 719 618	3 566 003
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57		
Excédent de fonctionnement affecté	58		
Réserves financières et fonds réservés	59	(896 296)	(485 352)
	60	29 823 322	3 080 651
Solde à la fin de l'exercice	61	(1 989 085)	(31 812 407)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	62	90 000 902	89 909 447
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63		
Solde redressé au début de l'exercice	64	90 000 902	89 909 447
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	65		
Excédent de fonctionnement affecté	66		
Variation résiduelle de l'exercice	67	(25 805 445)	91 455
Solde à la fin de l'exercice	68	64 195 457	90 000 902

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 000 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÉGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	1	2	3	4	5 (	6	7	
		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre	
Montant non réservé								
Montant réservé pour le service de la dette	8	485 352 9	10	11	896 296 12 (	887 724) 13	14	493 924
	15	485 352 16	17	18	896 296 19 (	887 724) 20	21	493 924

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	1 | 3 | 5 | , 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 1 | 6 | , 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 9 | 7 | , 0 | 0 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Tarification eau et égouts - commerces	,8830	7	au mètre cube \$ et fixe
Tarification matières résiduelles - comm		7	Différentes catégories
Taxe de secteur -parc industriel phase 1	,0648	2	superficie du terrain
Règlement 167	,2815	2	
Règlement 856-92	52,9764	4	
Règlement 1019-95	460,9078	4	
Règlement 1027-95	555,9979	4	
Règlement 1068-96	1 481,2543	4	
Règlement 1088-96	571,9768	4	
Règlement 1090-96	,1422	2	
Règlement 1093-96	263,5332	4	
Règlement 1094-96	363,3994	4	
Règlement 98-1166	249,8231	4	
Règlement 2000-1210	524,2965	4	
Règlement 2000-1233	238,7743	4	
Règlement 2000-1250	252,2714	4	
Règlement 1266	218,0908	4	
Règlement 1320	685,1072	4	
Règlement 1310	591,6513	4	
Règlement 1306	571,7499	4	
Règlement 1253	,0273	2	
Règlement 1253	,8953	2	
Règlement 1253	1 256,6201	4	
Règlement 1253	1 222,9454	4	
Règlement 1340	873,8655	4	
Règlement 1319	,2210	1	
Règlement M04-0705	36,8068	2	mètre carré moyen
Règlement REGVSAD 2006-009	841,2795	4	
Règlement REGVSAD 2008-097	,9400	1	
Règlement REGVSAD 2008-111	1 023,3268	4	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement REGVSAD 2008-129	283,5958	4	
Règlement REGVSAD 2011-278	3 103,9900	4	
Règlement REGVSAD 2011-278	2 355,8500	4	
Règlement REGVSAD 2011-278	2 849,3000	4	
Règlement REGVSAD 2011-269	1 242,4410	4	
Règlement REGVSAD 2009-143 (2012-321)	1 034,1575	4	
Taxe de secteur -Déneigement rue Vitrier	12,0000	3	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	253 914	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 200, Route de Fossambault
(no) (rue)
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures G3A 2E3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 878-4662 5301
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 878-0044
(ind. rég.) (numéro)

Courriel josee.larocque@ville.st-augustin.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Manon Lemay, CPA, CA

Téléphone (418) 878-4662 5301
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 878-0044
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.lemay@ville.st-augustin.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 140, Grande Allée Est, Bureau 200
(no) (rue)
Québec G1R 5P7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 647-3151
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 647-5939
(ind. rég.) (numéro)

Courriel boucher.alain@rcgt.com

Responsable du dossier Alain Boucher, CPA auditeur, CMA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Manon Lemay, CPA, CA , atteste que le rapport financier de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-03 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Augustin-de-Desmaures .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Augustin-de-Desmaures consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Augustin-de-Desmaures détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 10 391 614 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,2118 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-05-03 09:18:18

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

Affaires municipales
et Occupation
du territoire

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	54 115 655	57 090 482	38 585 293
Investissement	2	40 000	4 171 985	11 968 892
	3	54 155 655	61 262 467	50 554 185
Charges				
	4	55 705 769	50 870 853	50 017 055
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(1 550 114)	10 391 614	537 130
Moins : revenus d'investissement	6	(40 000)	(4 171 985)	(11 968 892)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 590 114)	6 219 629	(11 431 762)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	6 500 200	6 671 238	6 619 176
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	175 000	130 122	788 516
Remboursement de la dette à long terme	10	(4 740 086)	(5 613 917)	(4 378 179)
Affectations				
Activités d'investissement	11	(90 000)	(2 099 580)	(860 348)
Excédent (déficit) accumulé	12	(255 000)	376 392	181 255
Autres éléments de conciliation	13		169 949	6 369 709
	14	1 590 114	(365 796)	8 720 129
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		5 853 833	(2 711 633)

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	33 138 697	36 077 945
Autres	2	602 918	667 620
	3	33 741 615	36 745 565
Passifs			
Dette à long terme	4	109 784 311	70 640 923
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	22 704 187	68 067 978
	7	132 488 498	138 708 901
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(98 746 883)	(101 963 336)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	163 193 024	156 411 657
Autres	10	2 142 786	1 748 992
	11	165 335 810	158 160 649
Excédent (déficit) accumulé	12	66 588 927	56 197 313

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	3 177 605	(2 676 228)
Excédent de fonctionnement affecté			
- Vente terrains parc industriel	14	455 000	
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	455 000	
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	1 312 351	1 011 800
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(562 401)	(326 754)
Financement des investissements en cours	27	(1 989 085)	(31 812 407)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	64 195 457	90 000 902
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	66 588 927	56 197 313

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	44 516 100	45 708 463	35 640 660
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 152 400	1 331 209	1 469 826
Quotes-parts	3			
Transferts	4	379 100	441 804	467 657
Services rendus	5	1 702 803	1 700 253	1 562 090
Autres	6	6 365 252	7 908 753	(554 940)
	7	54 115 655	57 090 482	38 585 293
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	40 000	4 146 309	10 815 176
Autres	11		25 676	1 153 716
	12	40 000	4 171 985	11 968 892
	13	54 155 655	61 262 467	50 554 185

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	114 504	109 598	109 598	107 107
Autres	2	28 899 731	28 265 460	274 856	26 823 704
Sécurité publique					
Police	3	11 500	2 207	2 207	1 622
Sécurité incendie	4	1 500	2 207	2 207	1 622
Autres	5	298 121	223 956	223 956	237 640
Transport					
Réseau routier	6	3 979 730	2 764 414	3 224 797	6 812 780
Transport collectif	7				
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	1 333 115	932 618	1 567 761	2 634 050
Matières résiduelles	10	702 957	648 322	36 251	888 602
Autres	11	176 675	130 559	130 559	129 083
Santé et bien-être	12	358 725	234 602	87 254	381 060
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 008 229	636 552	7 953	721 107
Promotion et développement économique	14	381 674	278 667	37 105	210 626
Autres	15				
Loisirs et culture	16	8 381 608	6 250 017	1 435 261	8 143 536
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	3 557 500	3 720 436		2 924 516
Amortissement des immobilisations	19	6 500 200	6 671 238 (	6 671 238)	
	20	55 705 769	50 870 853	50 870 853	50 017 055

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3